

Volatilité des prix agricoles et alimentaires

Vues et perspectives africaines

Secrétariat
OCDE **Club** DU SAHÉL ET DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST

Session "Outreach" du G20
Centre de conférences de l'OCDE, Paris
14-15 juin 2011



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

À la veille de la Réunion des Ministres de l'agriculture du G20, le Secrétariat du CSAO invite des représentants africains et des experts à présenter leurs points de vue sur l'impact de la volatilité des prix sur les économies africaines afin de rechercher des solutions pratiques et des options politiques au regard du contexte africain.

Il est ressorti des débats les principaux messages suivants :

- **L'Afrique est particulièrement concernée par l'impact de la hausse des prix agricoles et la volatilité des prix.** En 2010, un quart de la population mondiale a souffert de malnutrition, dont 30 % du total des personnes affectées en Afrique. Le continent doit en outre faire face à une croissance démographique telle qu'une diminution de moitié de la prévalence de la malnutrition à l'horizon 2030 n'empêcherait pas le nombre d'Africains souffrant de la faim d'augmenter significativement. Par ailleurs, près de 60 % de la population subsaharienne vit de l'agriculture, dont au moins 80 % sont essentiellement des petits fermiers exploitant moins de 2 hectares.
 - ▶ *Une distinction claire doit être établie entre la hausse des prix (qui peut bénéficier aux producteurs car elle encourage l'investissement à long terme) et la volatilité excessive des prix qui est nuisible car l'incertitude entrave l'investissement.*
- **Face à la flambée des prix, les gouvernements ont mis en place une série de mesures économiques (réduction temporaire des taxes à l'importation, restrictions d'exportation, stocks alimentaires), sociales (filets de sécurité, nourriture contre travail), ainsi que de soutien à la production.** Suite à la flambée des prix de 2008, les gouvernements et les organisations régionales africaines ont mis en place des mesures sociales pour soulager les populations les plus vulnérables et lancé des politiques structurelles visant à augmenter la production alimentaire ; des efforts financiers très importants et des investissements publics considérables ont été consentis à cet effet.
 - ▶ *L'efficacité de ces mesures doit être analysée davantage. Le dialogue politique entre les pays africains doit être renforcé afin de partager ces expériences.*
 - ▶ *Les initiatives africaines ayant connu du succès, correspondant aux spécificités du continent, doivent être pleinement prises en compte et appuyées par ses partenaires.*
- **La voix de l'Afrique doit être davantage entendue dans les débats mondiaux :** La volatilité des prix agricoles et alimentaires est un défi commun à tous les composants de la communauté internationale. La gestion de ce défi mondial nécessite une coopération internationale renforcée au sein de laquelle la voix de l'Afrique doit être entendue plus systématiquement dans les débats mondiaux et fora tels que le G20.
 - ▶ *La solidarité entre les pays riches et pauvres est essentielle pour aborder ce problème mondial.*
 - ▶ *Le dialogue politique doit être poursuivi et amplifié pour réduire des divisions, approfondir le partage d'expériences et construire cette solidarité.*

Plus particulièrement, le débat a mis en exergue les points suivants :

- **La réduction de la pauvreté doit être au cœur des stratégies afin d'aborder les causes profondes de l'insécurité alimentaire.** La volatilité n'est qu'un aspect du problème mais pas la principale cause de la persistance des crises alimentaires et nutritionnelles en Afrique.
 - ▶ *Les efforts doivent être ciblés sur la réduction de la pauvreté afin d'améliorer la situation alimentaire globale et de promouvoir le développement des pays africains.*

- **Les producteurs agricoles africains doivent tirer profit de la hausse des prix. Plus d'investissement en agriculture est nécessaire.** Malgré un fort potentiel agricole, beaucoup de pays africains restent des pays importateur-net de nourriture. Plus de 80 % de l'investissement agricole provient des investissements publics africains. Cependant, l'agriculture manque toujours de l'investissement, notamment dans le domaine de l'infrastructure, de l'énergie, de l'environnement des affaires ainsi que dans l'innovation afin d'améliorer la productivité agricole et accroître la production.
 - ▶ *Les producteurs agricoles africains, les États et leurs partenaires au développement doivent investir davantage pour améliorer la productivité agricole et accroître la production.*
 - ▶ *L'accès aux crédits pour les producteurs agricoles doit être facilité.*
 - ▶ *Les producteurs ont également besoin d'un meilleur accès aux informations relatives au marché (plus de transparence), des programmes sociaux, des assurances, des contrats de prix garantis, etc.*
 - ▶ *Le dialogue et le partage d'information dans le cadre des plateformes existantes doivent être amplifiés et soutenus par les partenaires au développement.*

- **La nécessité de protéger les consommateurs :** En Afrique subsaharienne, les dépenses alimentaires représentent jusqu'à trois-quarts des dépenses des ménages. La hausse des prix des denrées alimentaires pèse lourdement sur le budget des ménages. Les émeutes de la faim ont attiré l'attention internationale sur ce problème. L'accès à la nourriture reste un défi important de la sécurité alimentaire.
 - ▶ *Les gouvernements africains doivent poursuivre la mise en place des mécanismes d'alerte et des réseaux des filets sociaux afin de protéger les populations les plus vulnérables dans les délais appropriés.*

- **L'importance des approches et des outils régionaux :** Les marchés régionaux et leur bon fonctionnement doivent être développés afin d'ouvrir des opportunités de commerce intra-régional et de mieux connecter les producteurs aux marchés (suppression des barrières et restrictions commerciales, réduction des coûts de transaction, etc.). De plus, des outils de réponse régionaux tels que les réserves alimentaires régionales pour réduire l'ampleur du phénomène et atténuer les impacts sur les populations les plus vulnérables peuvent amplifier l'impact des politiques nationales. Des cadres conceptuels pour l'établissement des réserves régionales ont été élaborés par les communautés économiques régionales et le NEPAD mais ils manquent encore le financement pour passer à la phase de mise en œuvre.
 - ▶ *Des études de faisabilité ainsi que des projets pilotes doivent être lancés afin de recueillir des expériences concrètes dans la gestion collective de ces stocks régionaux.*

- **Amélioration de la transparence et meilleur accès aux informations relatives au marché mondial des produits agricoles et alimentaires.** Une plus grande transparence devrait contribuer à réduire les risques de la volatilité excessive des prix. Une information fiable contribue à réduire la volatilité des prix.
 - ▶ *La transparence des informations disponibles doit être améliorée à l'échelle internationale. Un réseau des acteurs clés (eg. G20) pourrait aider à faciliter l'accès aux informations et données.*
 - ▶ *La capacité de la collecte des données doit être développée davantage dans les pays en développement.*
 - ▶ *Les mécanismes de transmissions des prix sur le continent africain doivent être analysés davantage afin de mieux comprendre les liens entre les marchés nationaux, régionaux et mondiaux et d'améliorer ainsi la gestion des risques avec des outils appropriés.*

Paris, le 15 juin 2011.